ARRETE DE POLICE CONJOINT N° 2023-09-19
réglementant temporairement la circulation et le stationnement, en et hors agglomération, sur la RD 2,
entre les PR 59+584 et 61+254 et les VC adjacentes, sur le territoire de la commune de VALDEROURE

Le président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,

Le maire de Valderoure,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les
textes subséquents ;
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au
directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des
infrastructures de transport ;
Vu l’instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8ème partie « signalisation
temporaire ») approuvée par l’arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (JO du 30 janvier 1993) et modifié
le 6 mai 2020 (JO du 15 mai 2020) ;
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes
du 26 juin 2014, et son arrêté d’application du 21 juillet 2014 ;
Vu la demande d’ORANGE en date du 28 août 2023 ;
Vu l’autorisation de travaux n° ARD PAO-SER-2023-08-286 en date du 29 août 2023 ;

Vu l’arrêté de police n° 2023-08-51 en date du 10 août 2023, réglementant, 7 jours, entre le 28 août et le 22 septembre
2023, la circulation, hors agglomération, sur la RD 2, entre les PR 59+700 et 59+800, pour l’exécution de travaux
de reprise de buse en traversée sous chaussée, sur le territoire de la commune de Valderoure ;

Considérant que, malgré le recouvrement des périodes de validité entre le présent arrêté et l’arrêté départemental
susvisé, la compatibilité des travaux est assurée, du fait de leur non-concomitance ;

Sur la proposition du chef de l’agence routière départementale Préalpes-Ouest ;

Considérant que, pour permettre l’exécution de travaux de tirage et de raccordement de la fibre optique dans les
conduites existantes, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement, en et hors
agglomération, sur la RD 2, entre les PR 59+584 et 61+254 et les VC adjacentes ;
ARRETENT

ARTICLE 1 – A compter du lundi 11 septembre 2023, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu’au vendredi 29 septembre 2023 à 16 h 00, en semaine, de jour, entre 8 h 00 et 16 h 00, la circulation de tous les véhicules, en et hors agglomération, sur la RD 2, entre les entre les PR 59+584 et 61+254 et les chemins de la Ferrière, de la Planque et du Collet de Parron (voies communales) adjacentes, pourra s’effectuer sur une voie unique d’une longueur maximale de 60 m, par sens alterné réglé par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables, remplacés par un pilotage manuel de jour en cas de remontée de file d’attente supérieure à 50 m.

La chaussée sera toutefois restituée à la circulation :
- Chaque jour à 16 h 00, jusqu’au lendemain à 8 h 00,
- En fin de semaine du vendredi à 16 h 00, jusqu’au lundi à 8 h 00,

Les sorties riveraines devront se faire dans le sens de circulation de l’alternat en cours.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l’ensemble de la section concernée à partir du point d’application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l’article 3 :
- toutes les catégories de véhicules autorisées, pourront circuler ;
- stationnement et dépassement interdits à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;
La largeur minimale de voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler conformément aux restrictions éventuelles stipulées ci-dessus.

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.
En particulier la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).
Elles seront mises en place et entretenues par les soins de l’entreprise Setu Télécom, chargée des travaux, sous le contrôle de l’agence routière départementale des Préalpes-Ouest et des services techniques de la mairie de Valderoure, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 – Le chef de l’agence routière départementale et le maire de la commune de Valderoure pourront, conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par leurs agents aux intervenants ne sont pas suivies d’effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d’exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d’infraction.
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l’article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (https://www.departement06.fr/collectivite/publication-reglementaire-des-arretes) ; affiché et publié dans la commune de Valderoure ; et ampliation sera adressée à :
- M. le maire de la commune de Valderoure,
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l’agence routière départementale Préalpes-Ouest,
- M. le directeur des services techniques de la mairie de Valderoure, e-mail : mairie-valderoure@orange.fr,
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- Entreprises (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) :
  - Spie / M. Sebastien Fabre – 730 rue René Descartes – Les Pléiades, 13100 AIX-EN-PROVENCE ; e-mail : sebastien.fabre@spie.com,
  - Sétu Télécom / M. Quentin Didier – 740 Route des Négociants Sardes, 06510 CARROS ; e-mail : quentin.didier@setutelecom.fr ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d’en assurer l’exécution ; ainsi que pour information à :
- M. le directeur départemental des services d’incendie et de secours,
- Orange / M. Philippe Guestereguy – 9 boulevard François Grosso – BP 1309, 06006 NICE cedex 1 ; e-mail : philippe.guestereguy@orange.fr,
- DRIT / CIGT ; e-mail : emaurize@departement06.fr, citg@departement06.fr, fprieur@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, saubert@departement06.fr et cbernard@departement06.fr.

Valderoue, le 1er septembre 2023

Le Maire,

Bernard ROUX

Nice, le 1 SEP. 2023

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur des routes
et des infrastructures de transport,

Patrick CARY

ARRETE DE POLICE CONJOINT N° 2023-09-19